

TRAVAUX DE RENOVATION DES ETANCHEITES ET DE RENFORCEMENT STRUCTUREL DU BÂTIMENT DE COMPIEGNE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Lot n°1 : Rénovation de l'étanchéité

SIÈGE

15 rue des Minimes – CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex

Tél +33 (0)1 56 65 89 98

Fax +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Décomposition en lots.....	4
1.3	Procédure et forme du marché	4
2	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ	4
3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
4	CONDUITE D'OPERATION.....	5
5	MAITRISE D'ŒUVRE	5
6	CONTROLE TECHNIQUE.....	5
7	COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	6
8	AUTRES INTERVENANTS.....	6
9	PRIX DES PRESTATIONS.....	6
9.1	Contenu des prix.....	6
9.2	Variation dans les prix.....	7
10	REGLEMENT DES COMPTES.....	7
10.1	Décomptes et acomptes mensuels	7
10.2	Remise des factures à l'INPI	9
10.3	Modalités de règlement.....	10
10.4	Délai global de règlement.....	10
11	AVANCE.....	10
12	RETENUE DE GARANTIE ET CAUTION.....	10
13	EXECUTION DES PRESTATIONS	10
13.1	Ordres de service	10
13.2	Registre de chantier.....	11
13.3	Rappel important concernant les attachements.....	11
13.4	Rappel important concernant les OPR	11
14	CLAUSES DE REEXAMEN	11
14.1	Augmentation du montant et changement de nature des travaux.....	11
14.2	Diminution du montant des travaux.....	12
14.3	Passation de marchés ayant pour objet des prestations similaires	12
15	VERIFICATIONS ET ADMISSIONS	12
16	PENALITES	12
16.1	Dispositions générales.....	13
16.2	Pénalités pour retard.....	13
16.3	Pénalités pour réalisation d'ouvrages sans visa préalable de la maîtrise d'œuvre ou du contrôleur technique sur les documents d'exécution.....	13
16.4	Pénalité pour absence en réunion de chantier	13
16.5	Retenue pour non-remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	14
16.6	Retenue pour ouvrage non-conforme	14
16.7	Pénalités de retard dans les levées de réserves	14
16.8	Organisation de chantier	14
16.9	Pénalité pour non-respect des délais pour produire les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé.....	15
16.10	Pénalité pour retard dans la remise de devis de travaux supplémentaires et modificatifs	15
16.11	Pénalité pour retard dans la transmission du décompte final.....	15
16.12	Dispositions particulières relatives au travail dissimulé	15
16.13	Prime	15
17	CESSION DE CREANCE	15
18	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS.....	16
18.1	Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché	16
18.2	Modalités de paiement direct.....	16
19	PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR.....	17
20	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	17
21	CONFIDENTIALITE	17

22	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER.....	17
23	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS	18
24	DOCUMENTS A PRODUIRE	19
25	RESILIATION	19
26	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	21
27	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	21

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de rénovation des étanchéités des toitures-terrasses du centre d'archives de l'INPI à Compiègne.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2 Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en lots ainsi définis :

1. **Rénovation de l'étanchéité** ;
2. Renforcement de charpente métallique.

1.3 Procédure et forme du marché

Le lot 1 « rénovation de l'étanchéité » est conclu au terme d'une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123 1° du Code de la commande publique.

Le lot 2 « renforcement de la charpente métallique » est conclu sans publicité ni mise en concurrence, en application de l'article R. 2122-8 et R. 2123-1 du Code de la commande publique, car son montant est inférieur à 40 000€ HT et à 20% de la valeur totale estimée des travaux.

Il s'agit d'un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire.

2 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée allant de la notification du marché à la fin de la garantie de bon fonctionnement.

L'exécution prévisionnelle du marché se décompose en plusieurs étapes :

- Préparation du chantier : 1 mois ;
- Lot 1 – Rénovation de l'étanchéité : 1 mois de préparation de chantier et 2 mois de travaux, soit un total de 3 mois ;
- Lot 2 – Renforcement de charpente métallique : 2 mois, y compris 5 semaines de préparation de chantier.

Le délai d'exécution des travaux est fixé par le planning de chantier proposé par le candidat dans son offre de base (le cas échéant, dans son offre négociée retenue).

La préparation du chantier démarre à compter de la notification du marché. Les travaux démarrent à compter de l'ordre de service délivré par le maître d'œuvre.

En complément de l'article 28.2 du CCAG-Travaux, dans le cadre de la préparation de chantier, le maître d'œuvre établit le calendrier détaillé d'exécution, sur la base des calendriers prévisionnels joints aux offres (de base, négociée le cas échéant) des titulaires des lots. Ce calendrier est transmis aux titulaires, qui disposent de 7 jours ouvrables pour l'accepter ou présenter leurs remarques. Le calendrier accepté est notifié par ordre de service du maître d'œuvre et devient exécutoire.

Compte tenu d'aléas indépendants de la volonté des parties (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises), le calendrier est susceptible d'être modifié. Ces modifications, réalisées conjointement en réunion de chantier, devront être actées par ordre de service de la maîtrise d'œuvre, avec visa du maître d'ouvrage.

3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les documents contractuels régissant chaque lot sont, dans l'ordre de priorité :

- l'acte d'engagement, et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- le présent cahier des clauses administratives particulières,
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (plans et coupes),
- la décomposition du prix global et forfaitaire,
- le cahier des clauses administratives générales des marchés de travaux (CCAG-Travaux) (Arrêté du 30 mars 2021),
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- la proposition technique et financière du titulaire.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-Travaux, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

4 CONDUITE D'OPÉRATION

La conduite d'opération est réalisée en interne par le maître d'ouvrage :

Service de l'Environnement du Travail

- Institut National de la Propriété Industrielle
- 15 rue des Minimes,
- CS 50001
- 92677 COURBEVOIE CEDEX

Responsable du pôle Immobilier :

Bernard LIGEN

5 MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études SECC :

43 avenue Louis-Luc
Immeuble Le Libeccio
94600 CHOISY-LE-ROI

6 CONTRÔLE TECHNIQUE

La mission de contrôle technique est assurée par :

Bureau Alpes Contrôles
Agence de Compiègne
ZAC Mercières – Bâtiment B
2 rue Nicéphore-Niepce
60200 COMPIEGNE

Missions :

- L : relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- S : relative à la sécurité des personnes dans les constructions ;
- LE : relative à la solidité des existants ;
- TH : relative à l'isolation thermique et à l'économie d'énergie des constructions

7 COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

La mission de coordination SPS est assurée par :

Alpes Contrôles Construction et Exploitation
Agence CSPS HDF
ZAC de Mercières Bâtiment B
2 rue Nicéphore-Niepce
60200 COMPIÈGNE

La mission est de niveau 3, avec risques particuliers.

8 AUTRES INTERVENANTS

Le bâtiment est actuellement exploité par la société ATALIAN, dans le cadre d'un marché de maintenance préventive et curative. Durant le chantier, le responsable technique résident assistera les entreprises dans la gestion quotidienne des interfaces avec les existants, dont il assure l'exploitation technique.

9 PRIX DES PRESTATIONS

9.1 Contenu des prix

Le prix du marché est hors TVA.

Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché de sorte qu'aucun frais additionnel ne pourra être réclamé par le titulaire.

Ils comprennent notamment les frais de la liste suivante, non limitative :

- Les frais d'établissement des plans de détail d'exécution, des plannings, des schémas d'installations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que la fourniture des plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation du maître d'œuvre et des organismes de prévention, ainsi que les frais d'étude pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux ;
- Les frais d'amenée du matériel, d'installation de chantier et de repli ;
- Les frais de tracé, implantation ;
- Les frais de gros et de petit matériel, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation des travaux, y compris les frais résultant des manutentions et chargements que le chantier peut comporter ;
- Les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier, ainsi que les frais d'évacuation des gravats et de certains matériaux déposés ;
- Les frais résultant des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception ;
- Les frais résultant des mesures réglementaires ou non intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier et plus précisément, celles résultant des Règlements du Ministère du Travail et des recommandations de l'OPPBTP ;
- Des sujétions techniques et administratives en matière de sécurité et de protection de la santé telles que définies dans le plan général de coordination, ainsi que celles spécifiées dans le CCTP ;
- Les frais résultant des mesures nécessitées par le gardiennage des installations jusqu'à leur réception ;
- Les frais d'assurances.

Les prestations sont réglées sur la base des prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Les quantités sont données à titre indicatif, l'entreprise se doit de les vérifier afin de les valider ou de les modifier.

9.2 Variation dans les prix

Les prix des lots de travaux seront révisés pour chaque demande d'acompte mensuel, en tenant compte de la formule suivante :

$$P = P_o \cdot \left(\frac{I_n}{I_o} \right)$$

Dans laquelle :

- P : prix révisé ;
- Po : prix figurant dans la DPGF ;
- In : dernière valeur définitive connue de l'indice à la date de révision ;
- Io : valeur de ce même indice à la date de notification du marché.

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG-Travaux, pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

L'entreprise est tenue de fournir un détail du calcul de la révision, à l'appui de chaque demande de paiement, sous la forme d'un tableau indépendant.

Les indices retenus pour chaque lot sont les suivants :

- Lot 1 : rénovation de l'étanchéité, indice INSEE BT 53, Étanchéité – Base 2010 – Identifiant 001710985.
- Lot 2 : renforcement de charpente métallique, indice INSEE BT 07, Ossature et charpentes métalliques – Base 2010 – Identifiant 001710953

Les valeurs d'indice retenues au moment de calcul de la révision afférente à chaque acompte ainsi qu'au solde sont définitives.

10 REGLEMENT DES COMPTES

10.1 Décomptes et acomptes mensuels

10.1.1 Acomptes mensuels

Pièces nécessaires au paiement :

Pour établir sa demande de paiement, le titulaire dépose sur CHORUS la DPGF fondant son offre, qu'il complète par une colonne d'avancement en pourcentage et une colonne de produit.

Toutes les pièces financières ci-dessous doivent faire l'objet d'un dépôt sur CHORUS, dans le compartiment indiqué, pour permettre un traitement sur la plateforme. Aucune pièce ne devra être transmise par courrier ou par mail. Les pièces saisies dans un mauvais compartiment seront considérées comme nulles et non-avenues.

n° d'étape	Emetteur	Pièce financière	Destinataire	Délai transmission au destinataire suivant	Remarques
1	Sous-traitant ou co-traitant	Demande de paiement	Titulaire	Dès que possible	Dépôt sur CHORUS, compartiment A10 (sous-traitant) ou A13 (co-traitant)
2	Titulaire	Demande de paiement	Maître d'œuvre	15 jours à compter de la date de réception	Silence vaut acceptation Si refus > retour au 1
3	Titulaire	Projet de décompte mensuel	Maître d'œuvre	Dès que possible	Dépôt sur CHORUS, compartiment A4. Le maître d'œuvre rectifie si nécessaire le projet de décompte qui devient décompte mensuel.
4	Maître d'œuvre	Etat d'acompte	Titulaire pour notification Maître d'ouvrage pour paiement	1 semaine	Les factures sont extraites de CHORUS et intégrées au logiciel financier de l'INPI

Tous les renseignements sont disponibles ici :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-les-factures-de-travaux-pour-les-fournisseurs-titulaires-sous-traitants-et-cotraitants/#1530266252494-37d24cf0-d0a8>

10.1.2 Paiement du solde

Après notification du PV de réception et purge de toutes les réserves, l'attention du titulaire est attirée sur le respect du processus contradictoire, conduisant au décompte général définitif du chantier, dont le respect garantit les intérêts de chacune des parties :

n° d'étape	Emetteur	Pièce financière	Destinataire	Délai transmission au destinataire suivant	Remarques
1	Entreprise	Projet de décompte final	Maître d'œuvre	A notification de la décision de réception	Dépôt sur CHORUS, compartiment A7. Le document mentionne toutes les sommes auquel prétend l'entreprise. Le projet validé devient décompte final.

2	Maître d'œuvre	Projet de décompte général	Maître d'ouvrage	30 jours à réception du projet de décompte final	Le maître d'œuvre joint au décompte final l'état du solde et la récapitulation des acomptes mensuels effectivement versés, qu'il dépose sur le compartiment A17 de CHORUS.
3	Maître d'ouvrage	Décompte général	Entreprise	30 jours à réception du projet de décompte général	Le décompte général accepté par le maître d'ouvrage est déposé sur le compartiment A20 de CHORUS.
4	Entreprise	DGD	> Maître d'ouvrage	30 jours à compter de la date de réception du décompte général	Le décompte général accepté par l'entreprise devient définitif. Il est saisi sur le compartiment A8 de CHORUS.

En cas de silence du maître d'ouvrage, l'entreprise établit son propre projet de décompte général et le notifie au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage dispose de 10 jours pour l'approuver. Silence vaut acceptation. Dans ces deux cas, le document devient le DGD tacite.

10.2 Remise des factures à l'INPI

10.2.1 Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFENV
- Engagement (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : EJ/SF/... /.....
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 2025/XX.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

10.2.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- La désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- L'objet succinct du marché,
- Le numéro de l'engagement juridique commençant par E202, figurant sur la commande concernée,
- La nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- Le montant total hors taxes,
- Le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- Le montant total TTC.

10.3 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue selon les modalités de l'article « décomptes et acomptes mensuels », suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

10.4 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI.

11 AVANCE

Pour le lot « rénovation de l'étanchéité », une avance de 30% pourra être accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2, L. 2191-3, R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

$$\text{Avance} = \text{montant initial} \times 30 \%$$

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 du Code de la commande publique. Il s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débutera quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

12 RETENUE DE GARANTIE ET CAUTION

Une retenue de garantie de 5% est appliquée sur chaque situation de travaux.

Elle peut être remplacée par la production d'une garantie à première demande.

13 EXECUTION DES PRESTATIONS

13.1 Ordres de service

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre sont soumis au visa du maître d'ouvrage.

De plus, les ordres de service concernant des modifications du marché (modification des délais, travaux supplémentaires ou en moins-value), doivent faire l'objet d'une signature du maître d'ouvrage.

Si le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou des ordres de service, le maître d'ouvrage aura la possibilité de faire réaliser les prestations aux frais et risques du titulaire s'il ne déferre pas à une mise en demeure, conformément à l'article 52.1 et suivants du CCAG-Travaux.

13.2 Registre de chantier

En dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, il ne sera pas tenu de registre de chantier.

13.3 Rappel important concernant les attachements

En complément de l'article 11 du CCAG-Travaux, tout ouvrage destiné à être recouvert lors des travaux, doit faire l'objet d'un constat contradictoire, qualitatif et quantitatif, avant d'être recouvert, notamment par les ouvrages d'un autre lot. Sont présents lors du constat contradictoire : le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, le contrôleur technique et les entreprises concernées directement et indirectement, ainsi qu'un représentant de l'exploitant. Le constat contradictoire est rédigé et signé par les participants sur le champ et transmis aussitôt que possible aux présents, par tout moyen permettant de donner une date sûre.

Tous les ouvrages recouverts sans réception feront l'objet de sondages, aux frais et risques de l'entreprise qui les a recouverts, en vue d'attester de leur conformité.

13.4 Rappel important concernant les OPR

Le maître d'ouvrage rappelle au titulaire qu'il lui revient, au titre de l'article 41 du CCAG-Travaux, d'aviser la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage, au moins 21 jours à l'avance, de la date à laquelle il estime qu'il aura terminé ses ouvrages. Le procès-verbal des OPR est dressé et signé sur le champ par le maître d'œuvre et l'entreprise. Pour ce faire, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre une salle de réunion et assure l'impression des documents en autant d'exemplaires que nécessaire.

14 CLAUSES DE REEXAMEN

14.1 Augmentation du montant et changement de nature des travaux

Par dérogation aux articles 14.2.2 et 14.3 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu d'exécuter des travaux supplémentaires que si leur montant n'excède pas 15% du montant du marché initial. Ainsi, le montant à partir duquel l'entrepreneur a droit à indemnisation, en cas d'augmentation du montant des travaux, est fixé à 15% du montant du marché initial.

En complément de l'article 14, dans le cas où des travaux supplémentaires ou modificatifs seraient nécessaires pour le parachèvement de l'ouvrage, au-delà de ce qui a été prévu dans le CCTP, une fois la faisabilité technique et réglementaire établie, le maître d'œuvre, en réunion de chantier, demande à l'entreprise d'établir, sous 7 jours calendaires, un devis de travaux supplémentaires. Ce délai est porté à 3 semaines, pour les matériaux et matériels qui ne sont pas d'utilisation courante sur des chantiers similaires.

Les devis détaillent d'une part les fournitures (chiffrées à l'unité) et d'autre part la main d'œuvre nécessaire à leur mise en œuvre (chiffrée en heures), ou font référence à des lignes de la DPGF et/ou du BPU. Les prix d'ensemble ne sont tolérés que pour les petites fournitures.

Chaque devis est complété par :

- un attachement ou un plan de détail coté ou toute autre pièce permettant d'objectiver les quantités proposées ;
- le délai prévisionnel de fourniture des pièces ;

- le délai prévisionnel de mise en œuvre ;
- les devis des fournisseurs permettant d'objectiver les nouveaux prix formés à cette occasion. Dans ce cas, le devis du titulaire devra détailler le coefficient de frais généraux ;
- les fiches techniques des matériaux et matériels à mettre en œuvre, s'ils ne figurent pas dans l'offre de base de l'entreprise.

L'ensemble des pièces est transmis simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, qui disposent de 15 jours calendaires pour faire connaître leur accord, leur refus ou demander corrections et/ou compléments. Ceux-ci doivent être effectués sous 7 jours calendaires.

Le devis accepté est rendu exécutoire par ordre de service du maître d'œuvre et le planning de chantier est modifié sur le champ, si nécessaire. En parallèle, le maître d'ouvrage établit (si nécessaire) un avenant au présent marché. A défaut de production du devis dans le temps imparti, le maître d'œuvre peut établir son ordre de service sur la base d'une estimation des travaux, le montant restant provisoire jusqu'à l'acceptation du devis par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'œuvre tient à jour, dans le compte-rendu de chantier, un tableau des demandes de devis de travaux supplémentaires, de leur acceptation et du montant accepté, du numéro de l'ordre de service et de l'avenant concernés.

14.2 Diminution du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-Travaux, le montant à partir duquel l'entrepreneur a droit à indemnisation, en cas de diminution du montant des travaux, est fixé à 15% du montant du marché initial.

La diminution du montant des travaux peut être actée par simple ordre de service, suivi d'un avenant.

Le maître d'œuvre tient à jour, dans le compte-rendu de chantier, un tableau des diminutions de travaux, du montant accepté, du numéro de l'ordre de service et de l'avenant concernés.

14.3 Passation de marchés ayant pour objet des prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de travaux pour des prestations similaires à celles du présent marché, dans un délai de moins de trois ans à compter de la notification du présent, et pour un montant dont le cumul avec le présent marché (y compris ses avenants), n'excède pas le seuil de la mise en concurrence retenue.

15 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées.

Le contrôle des ouvrages est effectué par la maîtrise d'œuvre *a minima* de manière hebdomadaire lors de la réunion de chantier et potentiellement de manière inopinée. Les entreprises concernées par la réunion de chantier sont convoquées d'une semaine sur l'autre. La réunion fait l'objet d'un compte-rendu dressé sur le champ et diffusé à l'ensemble des participants et plus généralement à toutes les acteurs du chantier au plus tard le lendemain. Ses conclusions sont considérées comme acceptées tacitement si elles ne font pas l'objet d'une réclamation sous 7 jours calendaire à compter de la date de notification du compte-rendu.

16 PENALITES

Cet article déroge à l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

16.1 Dispositions générales

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux les pénalités seront applicables sans montant minimal et avec un montant maximal de 15% du montant total hors taxes du marché, avenants compris.

Elles sont toutes applicables sans mise en demeure, sur simple constat de la maîtrise d'œuvre.

Préalablement à l'application des pénalités, l'INPI adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, l'INPI se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

Les pénalités sont déduites du montant de la situation des travaux suivant leur application.

Le titulaire ayant la responsabilité des agissements de son sous-traitant, les pénalités lui seront appliquées en totalité. Charge à lui de se retourner vers son sous-traitant pour obtenir dédommagement des erreurs qu'il n'aura pas commises lui-même.

Les dysfonctionnements constatés dans l'exécution du contrat (retards, problèmes de sécurité des personnels, nettoyage, etc...) sont consignés dans le compte rendu de réunion de chantier ou sont signifiées au titulaire par toute autre forme permettant d'attribuer une date précise. Les personnes habilitées à constater les dysfonctionnements sont le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS, le maître d'ouvrage.

Ces dysfonctionnements font l'objet de sanctions qui prennent la forme de pénalités définitives.

16.2 Pénalités pour retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, au regard du calendrier détaillé des travaux en vigueur, notifié par ordre de service.

Il est appliqué une retenue de 1% du montant HT des travaux concernés, figurant à la DPGF, par jour calendaire de retard.

Cette retenue, précomptée sur la situation de travaux présentée après constat, peut être libérée sur les situations suivantes, si l'entreprise rattrape son retard par tout moyen (renforcement des effectifs sur site, allongement des horaires de travail, etc...), sans que celui-ci n'ait de conséquences sur les autres lots. Dans le cas contraire, elle reste acquise au maître d'ouvrage.

16.3 Pénalités pour réalisation d'ouvrages sans visa préalable de la maîtrise d'œuvre ou du contrôleur technique sur les documents d'exécution

Il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 10% du coût HT de l'ouvrage qui aura été réalisé sans visa préalable de la maîtrise d'œuvre et / ou du bureau de contrôle sur les documents d'exécution : plans d'exécution, fiches techniques, PV feu, gammes de coloris, etc.

16.4 Pénalité pour absence en réunion de chantier

Toute absence à une réunion de chantier à laquelle l'entreprise aura été convoquée par mail, est sanctionnée par une pénalité forfaitaire de 100 € HT. A cet effet, le compte-rendu de réunion de chantier comporte la liste des entreprises convoquées, présentes et convoquées à la réunion suivante.

16.5 Retenue pour non-remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Une retenue de 5% du montant HT des ouvrages concernés figurant à la DPGF est appliquée jusqu'à production de leur DOE complet, accepté par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. En complément de l'article 52 du CCAG-Travaux, le titulaire peut être mis en demeure de compléter le DOE. S'il ne défère pas à cette injonction, le maître d'ouvrage peut confier l'élaboration d'un DOE conforme et complet à toute personne compétente, aux frais et risques du titulaire.

16.6 Retenue pour ouvrage non-conforme

La maîtrise d'œuvre peut appliquer, sur simple constat contradictoire, une retenue concernant le paiement d'un ouvrage, dont la qualité ne serait pas conforme, soit aux stipulations du marché, soit aux règles de l'art, normes ou règlements afférents.

Cette somme est retenue jusqu'à la mise en conformité de l'ouvrage concerné.

La retenue est proportionnelle à la valeur de la non-conformité concernée et peut aller de 1 à 100% de la valeur de l'ouvrage concerné, telle que déclarée dans la DPGF.

Au cas où la non-conformité ne serait pas levée par l'entrepreneur durant le chantier, le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la réception de l'ouvrage en question moyennant la retenue déjà appliquée. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- d'accepter la refaçon ;
- de demander la mise en conformité complète ;
- ou de demander au maître d'œuvre d'améliorer la qualité de l'ouvrage concerné. Pour ce faire, il doit proposer au maître d'ouvrage une solution élaborée par l'entreprise, moyennant une réduction de la retenue et une prolongation du délai de réalisation. Cette solution, une fois acceptée par le Maître d'Ouvrage, sera portée en réserve de la réception.

16.7 Pénalités de retard dans les levées de réserves

L'intégralité du DGD sera retenu, jusqu'à la levée complète des réserves.

Le Maître d'Ouvrage se réserve toutefois la possibilité de faire application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

16.8 Organisation de chantier

1. Non-libération au fur à mesure de l'avancement des travaux

Le titulaire est tenu de libérer les zones au fur et à mesure de l'avancement des travaux, conformément aux délais fixés dans le calendrier détaillé d'exécution. En cas de retard dans l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi, il est appliqué une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard.

2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le délai d'exécution des travaux inclut le repli des installations de chantier et la remise en état des lieux.

En cas de retard, le titulaire fautif se verra appliquer une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard.

Au surplus, la maîtrise d'œuvre pourra faire réaliser ces prestations aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice de la pénalité en question. En dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra substituer à cette sanction, à l'expiration d'un délai de 7 jours à compter de la date de notification de la mise en demeure demeurée vaine, l'exécution aux frais et risques du titulaire du marché responsable de ces prestations, par une société spécialisée de son choix.

16.9 Pénalité pour non-respect des délais pour produire les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé

Il sera appliqué une pénalité d'un montant de 100 € HT par jour calendaire de retard, sur simple constat du coordonnateur.

16.10 Pénalité pour retard dans la remise de devis de travaux supplémentaires et modificatifs

En complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, en cas de travaux modificatifs impliquant la formation de nouveaux prix, tout retard dans la production de devis par l'entreprise sera sanctionné par une pénalité de 1% du montant du devis par jour calendaire de retard.

16.11 Pénalité pour retard dans la transmission du décompte final

En cas de non-transmission du décompte final par le titulaire, dans les délais prévus à l'article 12 du CCAG-Travaux, après mise en demeure restée sans effet pendant 15 jours calendaires, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final. Dans ce cas, il est appliqué une pénalité 1/1000 du montant HT de ce décompte par jour calendaire de retard.

16.12 Dispositions particulières relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant forfaitaire égal à 1000 euros, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du travail.

16.13 Prime

En cas d'application d'une pénalité pour le retard pris sur un lot, les lots intervenant ensuite, qui raccourciront leur délai d'intervention par rapport au planning de chantier, permettant ainsi de réduire, voire d'annuler le retard à la livraison, recevront une prime calculée au *pro rata temporis*. Cette prime, calculée en HT et non-révisable, sera versée sur simple constat du maître d'œuvre, sur la situation de travaux du mois concerné.

La prime sera calculée selon la formule suivante :

$$Prime = \frac{(Pi \cdot Rn)}{Ni}$$

Pour mémoire, le montant initial de la pénalité est défini par la formule suivante :

$$Pi = Fi \cdot Ni$$

Où :

- Pi = pénalité initialement appliquée ;
- Fi = montant de la pénalité journalière appliquée ;
- Ni = nombre de jours de retard constaté initialement ;
- Rn = nombre de jours rattrapés sur le retard initial ;
- Prime = montant de la prime à verser.

17 CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

18 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-16 du Code de la commande publique.

18.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur.

Les sous-traitants déclarés en cours de marché sont acceptés dans la mesure où ils disposent de la qualification requise et de références équivalentes. Si le titulaire a présenté des références, celles du sous-traitant doivent être du même niveau, ces références faisant partie de la valeur technique de l'offre. Par conséquent, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de refuser des sous-traitants dont les références ou les qualifications ne seraient pas de qualité suffisante.

L'agrément sera formalisé par acte spécial et est subordonné à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ✓ Une déclaration mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées, par référence aux alinéas de la DPGF dont la sous-traitance est envisagée, avec le pourcentage de sous-traitance de chaque ligne (dans la rubrique F « nature des prestations sous-traitées » du DC4) ;
 - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ; Afin d'éviter l'obsolescence du formulaire, la date ne sera pas inscrite dessus, tant que le dossier n'aura pas été complété par le sous-traité.

Il est recommandé de regrouper ces informations dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

- ✓ Les capacités professionnelles (qualifications, références professionnelles, équipement...) et financières du sous-traitant ;
- ✓ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ✓ Le certificat de cessibilité du marché si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité ;
- ✓ Le RIB du sous-traitant ;
- ✓ Le Kbis du sous-traitant ;
- ✓ L'attestation d'assurance RC chantier et décennale (à défaut TRC) en cours de validité.

18.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement, après accord du titulaire.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du Code de la commande publique :

Article R 2193-11 : « Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. »

Article R 2193-12 : « Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur. »

Article R 2193-13 : « Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées. »

Article R 213-14 : « Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. »

Article R2193-15 : « L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. »

Article R 2193-16 : « Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. »

Il est en outre à noter qu'en application des articles L 2192-1, L 2192-5 et L 2192-6 du Code de la commande publique, le dépôt des demandes de paiement des sous-traitants, à l'instar des factures des titulaires de marchés, doit s'effectuer sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), hormis dans le cas de marchés relatifs à des impératifs de défense ou de sécurité nationale.

19 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

20 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'Institut se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

21 CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

22 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

Dans le cadre de la période de préparation de chantier, le titulaire rédigera son projet de PPSPS et l'adressera par Email avec accusé de réception :

- Au coordonnateur SPS pour visa ;
- Au maître d'ouvrage pour avis en copie.

Après visa du coordonnateur SPS, une inspection commune sera organisée, au cours de laquelle seront finalisées, en fonction des caractéristiques des travaux à exécuter, les consignes à observer

ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. L'inspection commune se fera en présence du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les sous-traitants sont *a minima* soumis au même niveau d'engagement en matière de sécurité et de santé que celui pris par le titulaire. Leur intervention n'est pas autorisée avant leur visite d'inspection commune.

La sûreté du site est également assurée par la présence d'un agent SSIAP, qui contrôle les entrées et sorties.

Toute personne qui souhaite entrer sur le site, pour y travailler ou y livrer du matériel ou des matériaux, doit faire l'objet d'une demande *a priori*.

A cet effet :

- Une liste du personnel (du titulaire et de ses sous-traitants) sera transmise au maître d'ouvrage par chaque entreprise titulaire, chaque fin de semaine pour la semaine suivante, avec copie à la maîtrise d'œuvre pour information.
- Les ouvriers se présenteront à l'accueil, muni d'une carte d'identité, d'un passeport ou d'un titre de séjour en cours de validité. A défaut, l'entrée dans le chantier leur sera refusée. Il leur sera remis en échange un badge non-nominatif, leur permettant d'accéder au chantier et aux installations de chantier.
- Tout véhicule se présentant pour les livraisons devra faire l'objet d'une déclaration d'immatriculation et d'identité du chauffeur, en vue d'être accueilli au quai de livraison. L'agent de sécurité est susceptible de demander l'ouverture des portes du véhicule pour un contrôle visuel de la cargaison.
- Les entreprises sont informées que les portables ne passent pas dans les sous-sols. Les ouvriers qui s'y rendent seuls doivent être équipés de PTI.
- Durant le chantier, le système de détection incendie étant maintenu en fonctionnement dans la zone de chantier, les circuits de détection des zones concernées devront être inhibées par les agents SSIAP et protégées par l'exploitant journalièrement en cas de production de poussières.
- L'attention des entreprises est attirée sur les modalités de réalisation de travaux nécessitant un permis feu : celui-ci doit être demandé **au minimum 48h à l'avance**, par mail au PC sécurité. Il peut être délivré pour la semaine, avec effet uniquement aux heures de chantier. Les coupes de métal se font exclusivement sur le quai de livraison, côté extérieur.

A chaque réunion de chantier, le titulaire s'engage à remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une liste du personnel affecté aux travaux, tenue à jour, qui sera intégrée à la main-courante tenue par l'agent SSIAP.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

23 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

24 DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du Code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du Code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

25 RESILIATION

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R 2143-6 et suivant du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R 2143-8 du code précité, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'INPI se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

L'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions suivantes :

- Pour difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

- Pour motif d'intérêt général

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications

nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

- Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire, en application de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- Le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'INPI dans le cadre des articles 17 et 23 du CCAG-Travaux.
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG-Travaux;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 8 du CCAG-Travaux;
- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 50.1.1 du CCAG-Travaux, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité, conformément à l'article 5 du CCAG-Travaux ;
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts.

La résiliation du marché devra être précédée d'une mise en demeure préalablement notifiée au titulaire et assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En cas de résiliation, quel qu'en soit le motif, le titulaire devra restituer tous les enregistrements réalisés à l'INPI.

26 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D 2197-15 à D 2197-17 du Code de la commande publique.

27 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.